

Nouvel élan pour la philanthropie

Un objectif: sensibiliser, enthousiasmer et inspirer tous ceux qui veulent donner un sens à la vie

PAR NADIA DI PILLO

À l'initiative de la Banque de Luxembourg, une grande journée Philanthropie était organisée ce lundi à l'Abbaye de Neumünster, sur le thème «La philanthropie, ça marche!». Objectif: sensibiliser d'avantage encore les particuliers et les entreprises sur le rôle qu'ils peuvent jouer en faveur de causes d'intérêt général.

En cinq ans, depuis le colloque «Saisir l'opportunité de la philanthropie au Luxembourg» organisé par la Banque de Luxembourg, le paysage de la philanthropie a profondément évolué au Luxembourg. De nouvelles incitations fiscales ont été mises en place, un projet de loi sur les fondations a été adopté, des conférences se sont multipliées sur ce thème alors que le nombre de Luxembourgeois fortunés qui décident de consacrer une partie de leur patrimoine à la création d'une fondation n'a cessé d'augmenter. Une fondation abritante – la Fondation de Luxembourg – a même vu le jour en 2008. Initiée par l'Etat luxembourgeois et l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, elle compte aujourd'hui 26 fondations abritées sous son égide, avec un engagement financier total de 70 millions d'euros. Le rôle de la Fondation de Luxembourg est celui d'«un facilitateur pour la philanthropie», a expliqué hier la directrice générale Tonika Hirdman.

Ces philanthropes ne se contentent pas de signer des chèques, ils souhaitent être efficaces et recherchent un impact social. «Ces donateurs sont à la recherche d'une structure officielle. Ils demandent une gestion opérationnelle et financière professionnelle pour leur projet, et surtout ils veulent avoir la certitude que l'argent sera bien utilisé», explique la directrice générale. Dans son activité de conseil en philanthropie, Tonika Hirdman accompagne plusieurs fondateurs. «Il est fascinant de voir à quel point un seul Luxembourgeois, qui a passé toute sa vie au Grand-Duché, peut avoir un impact fondamental sur la vie de jeunes étudiants habitant sur l'autre bout de la planète», a-t-elle souligné en référence à la fondation Linckels-Voss qui s'est engagée dans la construction de dortoirs universitaires pour les indigènes au Brésil. Pour la «Fondation Education and Integration for All» qui soutient la construction d'écoles pouvant accueillir jusqu'à 1.500 enfants orphelins en Namibie et la Fondation Pax Christi, qui apporte son soutien aux plus démunis, le rôle de la Fondation de



Jacques Santer, ministre d'Etat honoraire, a présidé la Journée «La philanthropie, ça marche!».

(PHOTOS: GUY JALLAY)

Luxembourg «a été d'accompagner les donateurs, de créer leur structure sous l'égide de la Fondation de Luxembourg, d'en assurer la gestion opérationnelle, mais aussi de donner un conseil sur l'identification des projets et d'en faire le suivi», a résumé Tonika Hirdman.

Si la réalisation de projets philanthropiques est devenue plus aisée pour les particuliers, beaucoup de questions restent en suspend pour ceux qui souhaitent mettre leur énergie au service de grandes causes.

Vers une nouvelle architecture

«Il faut donner une nouvelle architecture à toutes ces associations et fondations qui interviennent» dans le domaine de la philanthropie, a estimé hier le ministre de la Justice François Biltgen qui a plaidé pour une législation très claire sur les fondations privées. «Celles-ci doivent être des instruments financiers au service de la

place financière et permettre à des personnes fortunées de léguer leur argent à une fondation», a estimé François Biltgen. Le ministre des Finances Luc Frieden planche actuellement sur une réforme en la matière. Ce projet permettra ensuite au ministre de la Justice de proposer de son côté une réforme des fondations qui, elles, seront plutôt de l'ordre philanthropique. Dans ce contexte, François Biltgen s'est dit d'accord sur le fait que le capital initial minimum de 250.000 euros pour la création d'une fondation était trop élevé.

Dans le même ordre d'idées, le ministre a jugé nécessaire de «donner une assise aux fondations abritantes». Il a estimé qu'il n'était pas approprié qu'une fondation abritée porte aussi le nom de fondation. «Je préfère parler de fonds abrités plutôt que de fondation afin d'éviter les confusions», a-t-il dit.

Un autre projet de loi qui lui tient à cœur est celui qui porte sur

l'économie solidaire. «Le projet de loi sur l'économie solidaire permettra de réserver le statut asbl aux petites associations et donc de pouvoir renoncer à un certain nombre de règles de comptabilité».

Selon le ministre, «il faudra discuter des deux grandes réformes en même temps et, si possible, essayer de les faire voter en 2013».

Reste la question de la gouvernance. François Biltgen a affirmé hier qu'il ne s'opposerait pas à l'idée d'une instance de contrôle indépendante placée sous l'autorité du ministère de la Justice par exemple.

Nouvelle plateforme

En attendant la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire, les acteurs poursuivent leurs efforts de sensibilisation. La conférence d'hier a été l'occasion de présenter la nouvelle plateforme www.philanthropie.lu qui permet aux donateurs et bénévoles de trouver des projets dans lesquels investir. Le site propose une vitrine électronique des organisations œuvrant au Luxembourg pour des causes d'intérêt général. Développée par le secteur associatif pour le secteur association, cette plateforme existe déjà sous une forme analogue en Belgique (www.philanthropie.be) et sera bientôt disponible dans d'autres pays européens. Son implémentation à Luxembourg est le fruit d'une initiative de la Banque de Luxembourg qui en a financé l'acquisition, il sera ensuite géré par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte au cours des années à venir.



Le ministre François Biltgen a plaidé pour une nouvelle architecture.